



**DIR TRANQ PUB/AR-2026-262  
ARRÊTE DU MAIRE**

**Objet : Abrogation de l'arrêté n° 2026-251 du 15 avril 2026 réglementant le stationnement pour un déménagement par la Société STDEM Déménagement 15 rue Pierre Courtade suite à un changement de date du déménagement prévu désormais le 27 avril 2026**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2212-3 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment l'article R411-3, R417-10 et R417-11 ;

**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R610-5 ;

**Vu** la demande de la Société STDEM Déménagement, en date du 15 avril 2026, pour un déménagement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures particulières pour faciliter un déménagement ;

**Considérant** que le bénéficiaire a besoin d'occuper cinq places de stationnement ;

**ARRETE**

**Article 1 : L'abrogation** de l'arrêté DIR TRANQ PUB/2026-251 du 15 avril 2026 suite au changement de date demandé par la Société de déménagement.

**Article 2 :** Cinq places de stationnement sont neutralisées et déclarées gênantes **le lundi 27 avril 2026 de 8 heures à 18 heures** pour un déménagement au **15 rue Pierre Courtade**.

**Article 3 :** Un dispositif de protection et de signalisation sera mis en place par le Centre Technique Municipal par cinq barrières avec possibilité d'affichage et signalétique « stationnement gênant ». Le bénéficiaire devra afficher le présent arrêté sur les véhicules et sur les barrières prévues 48 heures à l'avance.

**Article 4 :** Sauf ceux du demandeur, les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière par les services de police, conformément au Code de la route, notamment aux articles R417-10 et R417-11.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 6 :** Les ampliatis du présent arrêté seront effectuées auprès de :  
Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Chef de la circonscription d'Agglomération  
d'Élancourt,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,  
La Société STDEM Déménagement,  
Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de la bonne exécution du présent arrêté.

**Fait à Trappes,**

**21 AVR. 2026**

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes



*Ali Rabeh*